



Conseil de sécurité

## **La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Briefing**

New York, le 8 décembre 2023

Déclaration lue par Mme Pascale Baeriswyl  
Représentante permanente

---

Monsieur le Président,

Merci d'avoir convoqué ce débat en répondant à l'appel du Secrétaire général, dont la Suisse salue la présence au sein de ce Conseil aujourd'hui. L'invocation, pour la première fois sous son mandat, de l'article 99 de la Charte des Nations unies, témoigne de la situation dramatique qui prévaut au Moyen Orient aujourd'hui.

Je prends cette occasion pour réitérer nos très sincères condoléances pour les 130 collaborateurs et collaboratrices des Nations Unies qui ont perdu leur vie.

La Suisse partage la même préoccupation que le Secrétaire général : la situation risque d'avoir des conséquences irréversibles pour la paix et la sécurité de la région toute entière, voire au-delà. Il est par conséquent impératif que le Conseil de sécurité soit saisi et agisse pour prévenir une détérioration encore plus grave.

La Suisse a fermement condamné, à plusieurs reprises, les actes de terreur, les attaques indiscriminées et les prises d'otages perpétrés par le Hamas depuis le 7 octobre dernier. Ils ont fait plus de 1200 victimes en Israël, dont de nombreuses femmes et jeunes filles, qui ont été notamment exposées à des violences sexuelles et basées sur le genre.

Jamais dans cette région le tribut payé par les populations civiles palestiniennes n'aura été aussi lourd en si peu de temps. En deux mois, plus de 17'000 Palestiniens, dont 70% de femmes et d'enfants ont, toujours selon les sources disponibles, été tués dans les bombardements à Gaza. La Suisse déplore la mort de milliers de civils en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé et exprime ses plus sincères condoléances aux familles de toutes les victimes.

La Suisse a fait du respect du droit international humanitaire, et de la protection des civils en particulier, une priorité pour son mandat au Conseil de sécurité. Avec le Secrétaire général, nous faisons l'amer constat qu'il n'y a « pas de protection effective » pour les civils et que «

nul n'est en sécurité » aujourd'hui à Gaza. Pas même les travailleurs et travailleuses humanitaires, le personnel médical et les blessés Pas même les journalistes, dont le nombre de victime s'élève à plus de 63 (selon la coalition pour la liberté des médias) depuis le 7 octobre. Pas même les 138 otages, dont nous appelons à la libération immédiate et inconditionnelle.

Nous rappelons que des enquêtes doivent être menées sur toutes les violations du droit international commises en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé afin que leurs auteurs soient traduits en justice.

La destruction et les dommages portés aux infrastructures civiles, y compris à plus de 60% des unités d'habitation, l'effondrement du système médical, la saturation des écoles et d'autres structures de l'UNRWA – devenues lieux de refuge pour plus d'un million de personnes – plonge la bande de Gaza dans une totale insécurité. Nous appelons au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme tout en reconnaissant le droit d'Israël d'assurer sa sécurité. Nous rappelons également aux belligérants leurs obligations dans la conduite des hostilités, notamment celle de respecter les principes de proportionnalité, de distinction et de précaution, en toute circonstance. Le respect du droit international humanitaire et des droits humains est une nécessité afin de prévenir une escalade régionale de ce conflit, dont nous voyons des signes inquiétants aussi bien en Cisjordanie qu'au Liban.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

La tradition humanitaire – à laquelle mon pays est intimement lié – est née au milieu d'un champ de bataille et de ruines. Cette tradition prône l'obligation de venir en aide aux civils dans le besoin. C'est pour cette raison que la Suisse considère favorablement le projet de résolution présenté par la délégation émiratie, pour un vote prévu cette après-midi.

La résolution 2712 de ce Conseil véhicule ce même devoir d'humanité. Elle rappelle qu'il faut assurer un accès humanitaire complet, rapide, sûr et sans entrave aux civils. Le constat que la mise en œuvre de cette résolution est « intenable dans les circonstances actuelles » signifie que ce minimum d'humanité n'est aujourd'hui pas assuré à Gaza.

Car l'aide humanitaire est une obligation mais pas une fin en soi. Elle sauvera des vies et permettra d'insuffler un peu de dignité dans un conflit qui a impérativement besoin d'une solution politique, selon les termes maintes fois soulignés par ce Conseil, et conforme au droit international.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr President,

Thank you for convening this briefing in response to the call from the Secretary-General, whose presence in the Council today Switzerland welcomes. The fact that Article 99 of the United Nations Charter has been invoked for the first time under his mandate bears witness to the dramatic situation prevailing in the Middle East today.

I would like to take this opportunity to reiterate our most sincere condolences for the 130 United Nations staff members who have lost their life.

Switzerland shares the Secretary-General's concern that the situation could have irreversible consequences for the peace and security of the entire region, and even beyond. It is therefore imperative that the Security Council be seized and act to prevent an even more serious deterioration.

On several occasions, Switzerland has strongly condemned the acts of terror, indiscriminate attacks and hostage-taking perpetrated by Hamas since 7 October. They have claimed more than 1,200 victims in Israel, including many women and young girls, who have been exposed to sexual and gender-based violence.

Never before in this region have Palestinian civilians paid such a heavy price in such a short space of time. In two months, more than 17,000 Palestinians, 70% of them women and children, have been killed in the bombardments in Gaza, according to available sources. Switzerland deplores the deaths of thousands of civilians in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory and expresses its deepest condolences to the families of all the victims.

Switzerland has made respect for international humanitarian law, and the protection of civilians in particular, a priority for its mandate on the Security Council. Along with the Secretary General, we have come to the bitter conclusion that there is "no effective protection" for civilians and that "no one is safe" in Gaza today. Not even the humanitarian workers, the medical staff and the wounded. Not even the journalists, more than 63 of whom (according to the Media Freedom Coalition) have been killed since 7 October. Not even the 138 hostages, whose immediate and unconditional release we call for.

We reiterate that all violations of international law committed in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory must be investigated and the perpetrators brought to justice.

The destruction and damage to civilian infrastructure, including more than 60% of housing units, the collapse of the medical system, the saturation of schools and other UNRWA structures - which have become places of refuge for more than a million people - plunges the Gaza Strip into total insecurity. We call for respect for international humanitarian law and human rights, while recognizing Israel's right to ensure its own security. We also remind the belligerents of their obligations in the conduct of hostilities, in particular that of respecting the principles of proportionality, distinction and precaution in all circumstances. Respect for international humanitarian law and human rights is a necessity in order to prevent a regional escalation of this conflict, of which we see worrying signs both in the West Bank and in Lebanon.

Mr President, Mr Secretary-General,  
Mr Secretary-General,

The humanitarian tradition - to which my country is closely linked - was born in the midst of a battlefield of ruins. This tradition advocates the obligation to come to the aid of civilians in need. It is for this reason that Switzerland considers favorably the draft resolution presented by the Emirati delegation, which is due to be put to the vote this afternoon.

Further, resolution 2712 of this Council conveys the same duty of humanity. It reiterates the need to ensure full, rapid, safe and unhindered humanitarian access to civilians. The observation that the implementation of this resolution is "untenable in the current circumstances" means that this minimum of humanity is not currently guaranteed in Gaza.

Humanitarian aid is an obligation, but not an end in itself. It will save lives and inject a little dignity into a conflict that imperatively needs a political solution, in the terms repeatedly emphasized by this Council, and in accordance with international law.

Thank you.